

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 291
VENDREDI 30 NOVEMBRE 1951
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

...Nos propres généraux !

L'UNION NATIONALE se rétablit enfin en France. Tout le monde, ou presque, est pour une fois, d'accord : Généraux, mercantis, banquiers, curés, avocats, sans compter les égarés du P.C.F. et du R.P.F., le pays tout entier se prononce contre le réarmement de l'Allemagne, contre la venue à Paris de « Adenauer le Nazi », contre la présence à ses côtés du « cynique général Speidel », ancien mercenaire du Grand Reich.

Rassurons les inquiets : la Fédération anarchiste est également « contre le réarmement » de l'Allemagne, contre Adenauer, contre Speidel. Mais, évidemment, notre manière d'être n'est pas celle des fervents de l'Union Nationale retrouvée.

Pour nous, le réarmement de n'importe quel pays est à combattre, y compris le réarmement français. De même, nous ne pensons pas que les hommes d'Etat de Bonn puissent être considérés comme plus assoiffés de sang que les autres hommes d'Etats, d'une nationalité quelconque. Un Speidel, de plus, vaut bien un De Lattre, un Eisenhower ou un Rokossowski, si l'on en juge par leurs activités. Mais il y a plus : selon nous, un peuple en vaut un autre et précisément, voilà ce que les patriotes « bouffiers de boches » et réactionnaires déclarés, tentent de laisser ignorer au peuple de France.

(Suite page 4, col. 5.)

CORÉE OUBLIÉE...

Si à Pan-Mum-Jom l'accord s'est fait sur un point essentiel de l'ordre du jour de la Commission d'armistice, cela ne signifie pas pour autant la cessation des hostilités. Gouvernants et militaires professionnels ne sont pas si pressés, et ils montrent bien là le mépris qu'ils ont de l'existence de ceux qu'ils commandent.

Plus de quatre mois se sont écoulés depuis l'ouverture des négociations de Kaesong en juillet. Quatre mois de palabres pendant lesquels des centaines de milliers d'hommes ont souffert, sont tombés ! Gageons que si les individus des deux camps sur lesquels reposait le sort des négociations d'armistice avaient durant cette période risqué journalièrement leur peau, souffert de tout ce que souffrent ceux qu'ils poussent au carnage avec tant de désinvolture, les accords eussent été faits avec plus de célérité.

Néanmoins, le ressort de toute évidence pour des raisons tactiques, stratégiques, économiques, les deux parties belligérantes ont le désir commun de suspendre la une expérience Louis BLANCHARD.

(Suite page 4, col. 6.)

Congrès R. P. F. à Nancy Troubles au Groupe « Paysan »

DE GAULLE AU CARREFOUR DE L'IMPUISSEANCE

LES assises nationales du R.P.F. viennent de se tenir à Nancy.

Rien de bien neuf quant au fond de la pensée (si l'on ose écrire !) R.P.F. Mais deux signes, dans la succession des discours, doivent retenir notre attention.

D'une part, le R.P.F. n'accepte pas de participer à une majorité si le gouvernement n'est pas présidé par De Gaulle et les phrases de Soustelle (« Nous ne voulons pas de réplacage ») et de Terrenoire (« Notre but est le pouvoir mais pas dans n'importe quelles conditions ») sont significatives.

D'autre part, le R.P.F. tient à se distinguer de la réaction classique, des conservateurs. Il se fait le champion des classes travailleuses et surtout des classes moyennes en voie de prolétariat.

Ainsi, le R.P.F., au moment où il lui serait possible, à peu de frais, de participer au pouvoir, s'y refuse. Il hésite à participer au pouvoir dans le cadre (même bien verrouillé) d'une Constitution qu'il combat. Il a surtout la notion de son impuissance. Les partis de la majorité se discréditent chaque jour. Le R.P.F. pense devoir garder sa virginité pour des temps plus favorables, lorsque le pouvoir pourra être assez absolu pour briser toute opposition, pour museler toute critique. Par exemple, dans la panique de menaces ouvertes de guerre.

Et pour ne pas avoir à refuser trop visiblement les responsabilités, le R.P.F. pose à l'annonce des conditions difficiles, menace et insulte même la Présidence de la République. Un orateur n'a-t-il pas parlé du « grand maroquinier du faubourg Saint-Honoré » ?

La démission de M. Antier du Gouvernement, l'orage à l'intérieur du groupe « paysan » qui s'en est suivi, risquent donc seulement d'affaiblir la majorité. Mais les avances de quelques « paysans » ne suffiront pas à faire sortir le R.P.F. de sa réserve.

Ce qui est probable, c'est que la chute — plutôt (Suite page 4, col. 5.)

Les lendemains qu'ils nous préparent !

lib

Les parlementaires viennent d'avoir un « mouvement de recul » : 318 députés sur 627 refusent encore de déclarer le pays en faillite, d'avouer publiquement les désastres consécutifs du Pacte Atlantique.

61 % des députés, donc, refusent de réduire « le train de vie de la nation » pour assumer des charges contractées par eux-mêmes en son nom.

La peur des responsabilités l'emporte ainsi provisoirement tandis que nul ne semble envisager une rupture avec les causes mêmes du mal. La partie n'est donc que remise.

Le R.P.F. se concentre à Nancy : paysans et indépendants présentent leurs chances d'imposer avec Reynaud une politique encore plus réactionnaire que celle du Plevin ; le R.G.R. glisse rapidement vers la droite ; les socialistes, pris d'anxiété, stagnent dans une pensante abstention au bénéfice de la réaction. Partagés entre leur soif de pouvoir et les réalités glacées. Les stalinien, eux, donnent des gages de « calme » : la paix, les relations commerciales Est-Ouest et vice-versa ont priorité sur les préoccupations d'ordre social. Les partis parlementaires jouent leur jeu empoisonné sans trop d'arrière-pensées relatives aux réactions populaires.

On sait, au reste, que le Plan de Restrictions, fameux depuis 15 jours, est loin d'être abandonné. L'Austérité nous est toujours réservée. La presse, en effet, laisse elle-même entendre que les dernières dispositions du dispositif de détresse sont en ce moment mises au point par de discrètes commissions parlementaires et bureaucratiques.

Restrictions sur toute la ligne, majoration des tarifs de services publics (S.N.C.F., Gaz, Electricité, P.T.T.), imposition croissante d'autant directe qu'indirecte, service militaire porté à deux ans, rationnement de certains produits de base (essence, charbon, etc.), telles sont, entre autres, les mesures prévues. Mais il y a plus, des restrictions

d'un autre genre ne sont pas négligées : restriction sur le droit de grève, brimades de l'expression des idées, « limitation » du droit de publication et de réunion, avènement progressif de l'Obligatoire dans

MARIANNE ET LE BOUCHER

DE LATTRE, LE BALAFRE VEUT DES MOYENS

Le Haut Commissaire de France en Indochine, vient de faire « un saut » dans la capitale. Un saut motivé par une démission spéciale. Le général veut le baroud. On ne tue pas assez au Viet-Nam à son gré. Le général en est exaspéré.

De Lattre, déjà, avait déclaré qu'il ne pourrait être, en Indochine, homme de l'attentisme ou de la pacification à la petite semaine. D'où son mécontentement devant la « rarefaction » des crédits métropolitains. D'où une menace de démission qui pourrait bien être une sorte « d'appel du pied » destiné à attirer l'attention des bailleurs de fonds de la Maison Blanche.

Mais Letourneau, Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, s'est fait rassurant. « L'Amérique paiera », a-t-il laissé entendre.

Nous le pensons aussi. Mais il est probable que l'Amérique paiera plus tard, une fois la détente diplomatique actuellement en cours terminée. D'ici là, le fantôme De Lattre ne pourra qu'écouler...

tous les domaines de la vie sociale... De tout cela, les techniciens de la République se préoccupent, travaillent d'arrache-pied pour ne pas être gagnés de vitesse par les circonstances !

Tout, pensent « nos » dirigeants, sera fin prêt pour l'heure H, ce qui ne signifie pas que d'ici là rien ne doit, sur le plan intérieur, survenir. Au contraire. Mais ne s'agit-il pas pour les exploitateurs de jouer le tout pour le tout ?

Cependant, la misère s'aggrave. L'irritation populaire devant les bouffonneries parlementaires se fait jour. Mineurs, instituteurs, métallos, employés, vriers agricoles, petits paysans, fonctionnaires, ménagers, jeunes surtout, toute la masse de ceux dont l'existence est mise en question par les gouvernants, éprouvent une anxiété incontestable, une tension dont peut résulter beaucoup. Les événements parviennent, petit à petit, à « réveiller » les plus réifiés d'entre nous à la prise de conscience. Quelque chose donc, est « dans l'air »...

Le peuple se trouve placé devant un choix, une option décisive. Agir, s'organiser devient impératif. Combattre, conquérir des objectifs de plus en plus difficiles, voilà les nécessités de l'heure. Tant que le

Le déroulement de la situation ne peut être modifié véritablement que par l'intervention des travailleurs de toute catégorie ou profession. Sur les classes laborieuses reposent vraiment les responsabilités les plus lourdes. L'avenir d'une société, sa transformation profonde, sont fonction de l'initiative, de la volonté, d'un des groupes sociaux qui la composent. Mais alors, laisserons-nous aux parasites le soin de décider de notre sort ? Nous remettrons-nous aux mains des curés en ce qui concerne notre émancipation ? Tolérons-nous que des politiciens à la Plevin s'arrogent le droit de nous mener à l'abîme ?

Aux travailleurs de répondre à ces questions.

LA PAIX PAR LE COMMERCE

Les affaires sont les affaires

LE 20 novembre 1951, à Tolado (Ohio), s'est produit un fait important dont la portée est considérable : une nouvelle ligne de force de la politique internationale s'est révélée aux observateurs. Les rapports Est-Ouest peuvent, sur le plan économique et politique, en subir une orientation particulière.

Charles Wilson, réactionnaire déclaré, tout-puissant directeur de la mobilisation industrielle américaine, est, en effet, passé aux aveux, dévoilant les intentions de Wall Street opposées à celle de la Maison-Blanche.

Wilson s'est fait, d'une manière explicite, l'avocat du rapprochement Est-Ouest par le rétablissement des échanges commerciaux. Pour Wall Street et son porte-parole « les affaires sont les affaires » et il semble bien que chez les grands financiers américains se soit fait jour la crainte que la guerre ait cessé de payer. D'où la thèse : la paix par les investissements, qui rallie en ce moment les plus considérables businessmen d'outre-Atlantique. Toute la presse américaine lue par les financiers « marquants » s'est d'ailleurs empressée de faire état de cette tendance et « Wall Street Journal », « U. S. New and World Report » y ont consacré leurs colonnes.

Une telle attitude est bien faite pour combler, d'ailleurs, les vœux manifestés par les porte-parole du bloc russe, la session de Vienne du récent Conseil Mondial de la Paix a fait une large place à l'expression du point de vue « collaborationniste ». De même, la tenue prochaine à Berlin d'une conférence d'industriels partisans des « Rapports économiques Est-Ouest », sous patronage stalinien, ne laisse pas d'être significative.

De part et d'autre, donc, un véritable plan de « Paix par le commerce » se précise à travers les discours, les écrits et les actes, des clans dirigeants des deux blocs.

Cependant, si la politique stalinienne s'avère toujours monolithique, on aurait tort de croire que les intérêts américains sont unifiés : Wall Street se trouve souvent, et de plus en plus, en opposition avec la Maison-Blanche. Achevon n'est pas Baruch et une subtile différenciation entre la politique du Capital et de l'Etat américain s'opère visiblement.

Charles DEVANÇON.

POLITIQUE ARABE

La question arabe sollicite actuellement tous les esprits soucieux des événements internationaux. L'intérêt suscité par les analyses dernièrement ef-

fectuées dans le « Libertaire » nous autorise à poursuivre l'étude entreprise. C'est à la demande de nombreux

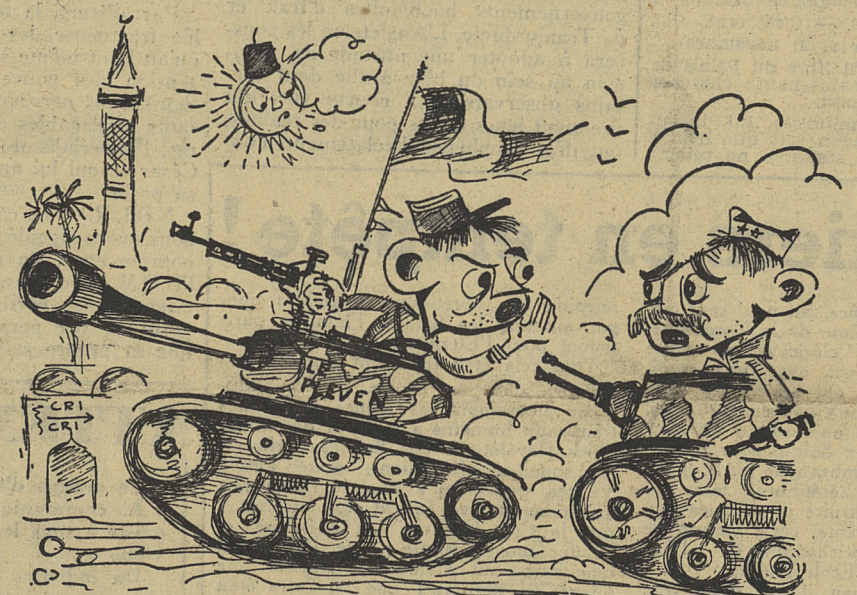
primés sous diverses formes par des nations atlantiques qui ne sont nullement pressées de les affranchir, ne considèrent pas le « monde libre » comme étant le monde de la liberté. Partant de ce raisonnement qui possède de bases solides, on comprendra leur réticence à se joindre à une cause qui n'est la leur qu'en très faible partie, d'autant plus que pour eux le « péril communiste » est hypothétique et lointain, si l'on considère qu'au moyen-Orient l'Iran mise à part, le stalinisme est pratiquement inexistant.

Notons que la propagande française aux Etats-Unis, inspirée par Pertinax, est pour beaucoup dans l'opposition de l'Occident aux franchises réclamées par les peuples arabes au Moyen-Orient.

En vérité, pour l'impérialisme du taureau gaulois, le « péril » du nationalisme arabe est un épouvantail bien Idir. AMAZIT.

(Suite page 2, col. 2.)

En Afrique du Nord : PRÉSENCE DE LA FRANCE



« Y en a un qui nous a attaqué à coups de cailloux pas plus tard qu'hier ! »

CHEZ LES AUTRES...

TOUTE HONTE BUE

La France a eu des petits ennemis — oh ! symboliques — à l'O.N.U. Certains avaient estimé nécessaire de soulever notre problème colonial. C'était plus que n'en pouvait supporter « L'Aurore ». Ce journal sans idées, sans politique et sans talent qui se mêle des affaires de tous, qui aujourd'hui engueule l'Angleterre, hier la Suède et demain les Indes, qui a attaqué ou attaquera violemment la politique de tous les gouvernements de la terre avec l'habileté et le discernement d'un jeune chiot traversant un jeu de quilles, ce journal de pipelettes pour petits bourgeois obtus tirait le 25 novembre :

« La France n'a pas de comptes à rendre. Les populations marocaines (et tunisiennes) reconnaissent envers notre œuvre, soucieuses de nous être fidèles, condamnent les provocations... etc... »

Pour bien asséoir une telle déclaration, nous conseillons à « L'Aurore » de publier le résultat des élections. C'est une preuve, ça, non ?

Faut bien amuser le lecteur.

R. CAVAN.

M. COURANT VOUS FAIT MARCHER

« FRANC-TIREUR » du 25 novembre rapporte les paroles historiques du ministre du Budget — un nommé Courant, paraît-il — prononcées la veille, lors de la séance de la Chambre :

« Sachez ceci : si les impôts sont lourds, c'est qu'il y a trop de fraudeurs. »

Un quelconque charentais, voire un marchand de « quatre-saisons » rétorquerait que s'il y a tant de fraudeurs, c'est parce que les impôts sont lourds.

Mais d'un marchand de quatre-saisons on ne fait pas un ministre. D'abord il vend de la salade comestible, lui, et ensuite Crainquebille serait capable de dire des incongruités en pleine chambre. Par exemple : « Si les impôts sont lourds, c'est qu'il y a trop de militaires, trop de guerre, trop de gros profits... »

Quand on a l'âme simple et pleine de bon sens, quand on n'est pas ministre, quand on ne prend pas sem-blable pour une andouille...

R. CAVAN.

IL FAUT EMPAILLER BENAZET

Dans « L'Aurore » du 25 novembre on trouve cette question posée au Ministre de la Guerre hollandais :

« Voyons, Monsieur Cornelis Staf, seriez-vous un humoriste qui s'ignore ? »

Quel est le journaliste posé et sérieux qui peut se permettre sans ridicule de traiter quelqu'un de plaisantin ? Quel est l'homme intelligent et spirituel qui peut, sans faire rigoler le monde à ses dépens, se permettre de soupçonner un ministre de la Guerre d'humour involontaire ?

On vous le donne en mille.

(Suite page 2, col. 6.)

le 8 décembre

Grand Meeting anticolonialiste de solidarité au

VEL D'ORLÉANS

tous les détails dans le « LIB » du 7 décembre

le « Libertaire » sera diffusé à l'entrée

lecteurs que nous avons prié Idir Amazit de consacrer un article à cette question :

DEJA fortement handicapés ces derniers temps par la lutte sévère qu'ils engagent pour leur affranchissement total de l'impérialisme britannique, les pays arabes se trouvent devant un nouveau dilemme posé par la course aux armements. Il s'agit pour eux de prendre position vis-à-vis du bloc atlantique sur ses propres sollicitations. Les observateurs occidentaux espéraient sérieusement mettre les Arabes dans leur jeu, jusqu'à ces derniers événements d'Iran, d'Egypte et du Maroc qui sont venus poser le problème sur le terrain de la clarté.

Les pays arabes qui ont proclamé publiquement leur « neutralisme », sont forcément plus prêts du monde occidental en dépit de toutes ses vicissitudes, que du bloc russe, et auraient certainement pris une position favorable aux atlantiques si ces derniers qui les oppriment encore avaient fait preuve d'une certaine « compréhension » quant à la satisfaction des revendications des peuples du Moyen-Orient.

Deux problèmes majeurs se trouvent donc posés parallèlement. D'une part l'organisation défensive du Moyen-Orient pour la défense du « monde libre » contre le « péril communiste », d'autre part, la lutte de ce même Moyen-Orient pour sa propre liberté.

Il ressort là quelque chose de contradictoire, à savoir que les Arabes op-

La grande muette

NE cherchez plus ! Elle a cent noms et un seul visage, elle ne laissera pas passer un navet social, artistique, littéraire, scientifique ou autre, sans acclamer, surenchérir et travailler du surplatif, pas une putain de la politique ou du cinéma ne débarquera d'un avion, d'un bateau, d'un train ou d'une limousine sans qu'elle palabre et flagorne.

Mais quand une note un peu discordante vient troubler l'écoeurent ensemble de la médiocrité, quand un cri de courage et de révolte retentit, ne la cherchez plus ; cette bavarde est muette !

Comme toutes les prostituées il lui faut passer par la préfecture, où on délivre carte et consignes.

L'article sur le ténor argentin se fera un peu plus dithyrambique, on tirera en longueur sur les détails de la nuit de noces du dernier riche, ou sur la dernière loufoquerie des zanzous de Saint-Germain-des-Prés ; et on fera silence sur les mondialistes qui chaque jour sont arrêtés place du Palais de Chaillot, pour réclamer de l'O.N.U. autre chose que des discours ; on étouffera la protestation de cet Espagnol venu crier aux U.S.A. le crime d'avoir reconnu Franco.

Deux jours durant, sans nourriture et dans le vain espoir d'attirer l'attention des hommes, il parcourut ce Paris, qui fut celui de la Commune ! pour tomber d'épuisement place de la Concorde, dans l'indifférence générale.

Voici le tableau :

L'O.N.U. BAVARDE ! CEUX QUI RESTENT DES HOMMES PROTESTENT !

LA PRESSE SE TAIT ! Ne briserons-nous pas le rideau de fer de la lâcheté et du mensonge.

M. LAISANT.

Les amis honteux de Franco

LA discussion de politique étrangère qui s'est instituée à l'Assemblée Nationale à propos du budget de M. Robert Schuman n'a été « qu'un digest ».

L'un des orateurs les plus prolifiques de la matinée fut certainement M. Guy Petit, paysan, qui, une fois de plus, a réclamar l'entrée de l'Espagne franquiste dans le système atlantique.

— Nous n'avons pas à tenir compte du régime, a-t-il affirmé. Il n'est pas de stratégie méditerranéenne possible sans l'Espagne.

M. Robert Schuman a répondu que depuis cette année, les relations diplomatiques normales étaient rétablies avec l'Espagne.

Aucun autre problème ne se pose pour l'instant, a-t-il ajouté. Si M. Guy Petit pense que des contingents espagnols doivent participer à la défense de l'Occident, il pourra faire valoir son point de vue au cours du débat sur l'armée européenne qui aura lieu en décembre.

Comme quoi les réactionnaires n'oublient pas leurs petits copains. D'autant que ceux-ci ont tout un pays « en mains ».

Mais les travailleurs ont les Petits et les Schuman à l'œil. Ces derniers feraient bien, même à l'Assemblée Nationale, en pleine séance quasi-confidentielle, de s'en souvenir.

La mémoire, quant à nous, ne nous fera pas défaut.

CULTURE ET REVOLUTION

Le billet surréaliste RATIONALISME ET RAISONS DE VIVRE par Gérard LEGRAND

DANS son effort pour donner à l'homme des moyens de connaissance et d'action enfin à sa taille, le surréalisme ne pouvait manquer de bouleverser les conceptions régnantes sur le rôle du LANGEAGE et de la poésie, activité qu'il arracha aux cadres de la « littérature » et à tous les conformismes, fussent-ils contradictoires, d'origine morale ou politique. Du coup, l'attention des surréalistes a été retenue par les phénomènes de l'occultisme, auxquels d'ailleurs l'inclinaison du désir de rendre leurs droits à l'imagination et au rêve.

Le vaste ensemble d'idées, de pratiques, d'images et de recettes connus sous le nom « d'occultisme » est en effet la forme, complexe jusqu'à friser quelquefois l'incertitude, de doctrines hérétiques de la magie des peuples « primitifs ». Cette magie apparaît partout liée à la religion. Mais les efforts tentés pour établir l'antériorité de l'une à l'autre ont échoué. La sociologie contemporaine a été finalement amenée à les considérer comme l'expression de deux tendances radicalement différentes de l'esprit : encore que enchevêtrées dans presque toutes leurs manifestations historiques. Ce duel intérieur semble avoir été lié à tous les conflits qui marqueront les étapes de l'évolution humaine. A la religion, stagnante par essence, puisqu'elle repose sur le culte des morts, s'apparentent l'organisation familiale rigoureuse, le clan, l'ébauche de la nation. A la magie, la constitution de « sociétés secrètes » en marge du clan, les premières tentatives de perfectionnement technique. (Nous devons à la magie les rudimentaires mais saisissantes peintures des cavernes où vécurent nos ancêtres, et probablement l'écriture). L'attitude religieuse type est l'agenouillement devant les forces surnaturelles. L'attitude magique est un geste de commandement, donc déjà de révolte, envers ces mêmes forces que l'on suppose plus volontiers DIFFUSES dans l'univers matériel. Aussi le plus grand des ethnographes, rationaliste pourtant, James Frazer, fut-il conduit à écrire : « Quelque fille de l'erreur, la SCIENCE NOIRE a été mère de la vérité et de la liberté ».

Les nécessités de la lutte antireligieuse ne sauraient donc nous faire oublier combien certains aspects de la magie et des mythes continuent de correspondre aux mouvements les plus audacieux de ce que l'un de nous a pu nommer l'INCASSANTE SEDITION HUMAINE. Il va sans dire que nous ne considérons qu'avec dégoût les piteuses des marchands d'horoscopes, ou ce qu'un hebdomadaire cité ici-même par notre ami J.-L. Bédouin appelait récemment « La danse du soleil » du clown Pie XII.

Il convient d'appliquer la plus grande prudence à l'examen de l'occultisme et de se rappeler par exemple que des explorations psychologiques plus profondes peuvent fort bien fournir un jour la clé naturelle de TOUS les phénomènes arbitrairement étiquetés « spirites ». Mais

ce qui, de la magie et de l'occultisme dépourvus de leur arrière-plan métaphysique, ne peut manquer de nous intéresser, me paraît devoir être ramené à ces deux larges « chefs d'investigation », complémentaires l'un de l'autre :

1° L'élaboration d'une conception DYNAMIQUE du langage, fondée sur l'ANALOGIE et faisant appel aux forces inépuisables de l'inconscient et de l'imagination ;

2° Le désir d'une connaissance universelle.

Sur ces deux points, constatons l'accord du surréalisme avec les deux tendances les plus intéressantes des encyclopédies du XVIII^e siècle, qui ne peuvent être suspectées de religiosité : « Toute véritable poésie est emblématique », a dit Diderot. Et pour Condillac : « Une science bien faite n'est qu'une langue bien faite ». Cette seconde proposition doit être dégagée d'un contexte trop étroit, mais reste vraie dans son principe.

Accorder l'intérêt qu'il mérite au symbolisme occulte n'est pas s'exposer à retomber dans les errements religieux qu'il a pu véhiculer. (Notons au passage que le « symbolisme » chrétien n'est fait que d'emprunts évidemment aussi pauvres en formes qu'en sens.) C'est seulement donner toute son extension à la proposition de Baudelaire : « L'imagination est la plus scientifique de nos facultés, puisqu'elle seule nous livre la clé de l'analogie universelle ». Proposition dont l'application ne peut manquer d'apparaître urgente, à une époque où la spécialisation outrancière des techniques, au nom de la « productivité » capitaliste endossée par les pseudo-socialistes, a écarté le concept d'une communauté fondamentale des esprits, c'est-à-dire des DESIRS humains, pour aboutir aux dictatures économiques que l'on sait. Le christianisme avait d'ailleurs déjà détourné les forces mentales de l'humanité vers le néant de sa « Cité de Dieu ».

A cet égard, on ne saurait trop mettre en garde la pensée révolutionnaire

contre un rationalisme étroit, encore courant aujourd'hui dans certains milieux « scientifiques », rationalisme dont on suppose bien à tort qu'il puisse frayer les voies à l'émancipation athée. Allant de pair avec une conception de la logique dont Hegel, Feuerbach (1) et les mathématiciens modernes ont démontré l'inanité stérilisante, le rationalisme d'un Voltaire, par exemple, n'a servi de véhicule qu'à la pire réaction petite-bourgeoise bien dans la ligne de celui qui disait : « Ces gens-là (le peuple) sont bêtes à manger du foin » et avait son banc-d'œuvre à l'église de Ferney. Les révolutions qui ont marqué l'histoire depuis 1789 n'ont été des pas en avant contre la tyrannie cléricale que MALGRE les voltaïrismes. Pour une étude sérieuse et attentive de l'occultisme, qui en séparerait le vrai du faux, Gérard de Nerval a indiqué la marche à suivre, et ce qu'on en peut attendre : « Il est sûr que ces sciences sont mélangées d'erreurs humaines. L'alphabet magique, l'hieroglyphe mystérieux ne nous arrivent qu'incomplètement et faussés soit par le temps, soit par ceux-là même qui ont intérêt à notre ignorance : retrouvons la lettre perdue ou le signe effacé, recomposons la gamme dissonante, et nous prendrons force dans le monde des esprits ». Ce monde des esprits n'est rien d'autre que celui où nous respirons. Par delà les oppositions factices, entretenues conjointement par les religions et le positivisme (2), entre « le corps » et « l'âme », ou entre les diverses fonctions psychiques, cette étude est de nature à y préparer l'avènement de la VRAIE VIE.

(1) Feuerbach, à une époque où religion et magie étaient réduites au simple charlatanisme des prêtres, a posé ce principe : « Les dieux sont la personification de nos desirs ».

(2) Rappelons nous Maurras disciple d'Auguste Comte ; et Anatole France, riche « sceptique » bourgeois rallié à la Révolution russe... quand elle commença à devenir réactionnaire.

CITÉ RADIEUSE OU MAISON DES FADAS ? (2)

Le bloc Le Corbusier

(Suite)

Pour l'entretien, chaque appartement comprend des emplacements spéciaux, équipés de vastes casiers pour le rangement du linge de la maison, de certains vêtements, des valises, des objets et ustensiles de ménage : aspirateurs, balais, équipement pour le raccommodage, le repassage, le cirage des chaussures, etc... (une table pliante pour le repassage munie d'un fer électrique et

une machine à coudre, peuvent être installés dans la chambre des parents ou dans la salle commune).

Pour la lessive en plus de la blanchisserie-teinturerie qu'elle trouve à l'étage des services communs, la ménagère peut utiliser une buanderie qui lui est alors réservée. La blanchisserie est équipée de machines à laver et de sècheurs modernes. Arrivée à 9 heures du matin avec le linge sale d'une famille de 6 enfants elle repartira à 12 heures avec son linge propre et sec. Enfin, tous les autres prolongements du logis sont eux aussi autant de simplifications et d'allégements dans la vie de la mère de famille.

Maintenant passons aux « objections ». « Il y a affirmé-t-on obscurité permanente d'une partie des pièces, défaut d'insolation, défaut d'aération naturelle » ; vraiment ? Pourtant les logis sont largement aérés : l'air de chaque appartement est renouvelé toutes les 2 heures et cet air est filtré, assaini, et conditionné, air chaud l'hiver, air frais l'été. Il y a dans la cuisine une gaine d'aspiration des mauvaises odeurs. Pas de soleil ? Mais le soleil commande toute l'architecture de « Le Corbusier ». Il est le principal facteur qui dicte les dispositions des habitations sur le sol. Les logis sont organisés pour y permettre la pénétration du soleil en saison froide et l'insolation en saison chaude. L'obscurité ? La disposition du logis, les façades entièrement vitrées, s'ouvrant à l'Est et à l'Ouest rendent absolument impossibles des pièces noires » (1).

« On entend tout ce qui se passe à l'extérieur. » De l'intérieur du logis les voisins ne sont ni vus ni entendus. Il y a une séparation complète du logis. L'indépendance totale de leur structure. Il a été donné aux habitations les meilleures qualités thermiques et acoustiques possibles. La propagation du son d'un appartement à l'autre à travers les parois est annulée par les panneaux de mur et de plafond, dont la composition est spécialement étudiée pour l'isolation phonique ; les murs de deux appartements voisins sont entièrement indépendants l'un de l'autre.

De même le plancher d'un appartement est entièrement indépendant du plafond de l'appartement inférieur. La transmission par les canalisations ou les gaines de ventilation est coupée par des raccords souples et des chicanes étudiées à cet effet.

« Les fonctions essentielles ne sont assurées que par des moyens mécaniques. Qu'arrivera-t-il en cas de défaillance — volontaire ou technique — de la distribution d'énergie ? » Les précautions sont prises pour qu'en cas de panne, l'emploi exclusif de l'énergie électrique ne puisse compromettre le fonctionnement de l'immeuble et le confort des habitants.

On dit aussi que « Le Corbusier » c'est trop cher. Nous savons, nous

I. — L'EGLISE ET LES PARTIS CLERICAUX

Pour le plus grand nombre, la bataille pour l'Ecole qui oppose une fois de plus la fraction cléricale à la fraction anticléricale est un fait nouveau. Sauf le militant catholique et le militant athée (le premier hélas ! beaucoup plus remuant et plus aidé que le second), les autres considèrent cette question comme classée depuis longtemps. Il n'était même plus rare de voir dans les partis de gauche, dans les syndicats, dans des organisations

à buts philosophiques ou sociaux des hommes sourire lorsque l'un de nous tentait d'agiter le grelot de l'anticléricisme et de leur ouvrir les yeux sur les agissements de l'Eglise. Le sourire de ces mêmes personnes qui nous accusaient d'être vieux jeu se transformait en grimace. La victoire cléricale les blesse et ils comprennent, peut-être, mais un peu tard, que l'Eglise ne considère pas et ne considérera jamais la question religieuse comme résolue, tout au moins tant qu'elle n'aura pas asservi à sa foi tous les habitants de notre planète.

La France, récemment encore un des bastions de l'anticléricisme, la France de Diderot, de Jean-Jacques, des Encyclopédistes, de Voltaire, de Littré, de Zola, la France athée qui faisait dire à Louis Devallon dans l'Aube Nouvelle de mai 1939 : « Par malheur, les athées de fait sont innombrables dans notre France d'aujourd'hui. Les légendes ont la vie dure ; nous espérons cependant qu'on en a fini avec celle qui représentait notre pays comme un groupe de 40 millions de catholiques tyrannisés par une poignée de juifs et de francs-maçons. La France est une nation qui compte plus de vingt millions d'athées pratiques ; telle est la vérité, brutale, mais saine, comme toute vérité. » Cette France-la est en train de passer aux mains des Jésuites et de redevenir la fille aînée de l'Eglise.

Il ne fallait pourtant pas être devin pour prévoir le résultat actuel des manœuvres de l'Eglise, il fallait simplement se pénétrer de sa capacité de lutte, de son acharnement à regagner le terrain perdu. Léon Gambetta ne s'y trompait pas lorsque virulent il jetait le cri de terre : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » et Sébastien Faure, il y a déjà longtemps, en faisait un tableau précis « les cléricaux font usage, le cœur léger et la conscience sereine, des agissements les plus indécents, des procédés les plus criminels, des manœuvres les plus perfides, des crimes les plus abominables ».

« Un autre trait par lequel se distinguent les cléricaux, c'est la persévérance, l'obstination, l'opiniâtreté, la constance étonnante avec laquelle, quelles que soient les difficultés, ils poursuivent les fins qu'ils ont assignées à leurs efforts. On les voit en route 24 heures sur 24, ils y marchent à toutes voiles ; s'ils ont vent contraire, ils louvoient, courent des bordées, disparaissent même un instant à l'horizon pour réapparaître tout à coup, le cap toujours mis sur le but à atteindre. » (1)

Dans les faits nous allons trouver confirmation de ces dires.

De 1880 à 1904 l'Eglise avait perdu des positions stratégiques importantes quant à la diffusion de son enseignement, mais depuis, sans cesse, elle a regagné le terrain perdu. Les étapes de cette nouvelle ascension sont toutes marquées par des époques troubles : guerre 1914, guerre 1939, occupation, périodes nationales et internationales agitées et critiques. A chacun de ces tournants de l'histoire, « vent en poupe », l'Internationale Noire marque des points et enlève ou contourne une barrière dressée dans le temps par ses ennemis, entre temps elle louvoie.

Ce qu'il y a de remarquable dans chacun des marchandages et des compromissions des partis cléricaux et des hommes d'Eglise, c'est qu'invariablement le Vainqueur en tire toujours profit. (à suivre)

(1) Encyclopédie Anarchiste, p. 341.

Pour rire un peu...

C'EST LE CHAPEAU QUI FAIT L'HOMME

Lu dans « Paris-Match » du 24 novembre :

LE KEPI DE FOCH

De M. Penanster, 74, rue d'Assas, Paris-6^e.

Puisque l'on célèbre le souvenir du maréchal Foch, le moment est venu de corriger la grave erreur de la statue du Trocadéro qui le représente tête nue alors qu'il est en tenue, à cheval, dans une attitude de commandement.

Il n'y a pas un ancien officier qui ne soit choqué et qui ne souffre de cette faute grave contre les convenances et les coutumes militaires. On n'imagine pas le maréchal passant une revue tête nue ! Le képi fait partie de l'uniforme militaire. Qu'on en rajoute un à cette statue ; ce n'est sûrement pas techniquement impossible. Et si on ne le fait pas, je finirai par penser avec beaucoup de gens que l'on essaie volontairement de ridiculiser le maréchal Foch.

Je suis certain qu'un référendum parmi ceux qui ont qualité pour se prononcer (officiers, soldats de la guerre 1914-1918, etc.) serait à plus de 95 % pour une coiffure (képi, casque ou autre) contre le débraillé qui était si contraire à l'instinct du maréchal.

(Corresp.)

CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

L'organisation anarchiste et les masses dans la révolution

par Nestor MAKHNO

(La Révolution Russe en Ukraine)

Le groupe anarchiste-communiste avait insisté, dès le début de l'œuvre d'organisation des paysans, sur la nécessité de conserver à cette œuvre un caractère anarchiste. Il fallait donc que la tactique de notre groupe s'inspirât des exigences du moment et sût à temps rejeter certains faits, et leur en opposer d'autres.

Au début, cette tactique souleva les protestations de ceux des membres du groupe qui, tout en étant entièrement dévoués à la cause, n'en étaient pas moins partisans de tendances anciennes, à savoir : la négation de l'organisation, de l'unité d'action, de la possibilité tout en restant anarchistes d'appliquer nos principes à la vie, sous un régime non anarchiste ni même véritablement socialiste.

Néanmoins, tout ce que je proposai fut accepté par le groupe et réalisé parmi les paysans au cours de l'année 1917 avec le plus grand succès ; les paysans n'écoutaient, en effet, aucun autre groupe social ou politique avec autant d'attention et de confiance que notre groupe anarchiste-communiste de Goul-Pol.

Il suivait les indications du groupe dans tous les domaines : question agrai-

re, négation de l'autorité dans la vie des paysans, lutte contre toute tautologie qu'elle fut.

Ce fait indiquait nettement aux camarades la voie à suivre : ne pas se séparer de la masse, s'y fondre, sans cesser d'être soi-même, fidèle à son idéal. Aller toujours de l'avant, avec la masse des travailleurs, malgré les difficultés innombrables qui hérissent le chemin et ralentissent le mouvement.

Ainsi les membres du groupe s'habituèrent au principe d'unité collective dans l'action, et, fait plus important encore, dans l'action raisonnée et féconde. Ils s'habituèrent à avoir naturellement confiance les uns dans les autres, à se comprendre, à s'apprécier sincèrement les uns les autres dans leurs domaines respectifs.

Ces traits, capitaux dans la vie et la lutte de toute organisation, et d'une organisation anarchiste surtout — permirent à notre groupe de tenir bon devant les vicissitudes de la vie des travailleurs ukrainiens pendant des années où les « gouvernements » se multipliaient.

Cette confiance réciproque faisait spontanément naître l'enthousiasme qui permettait à l'énergie et à l'initiative de chacun de se manifester, — le groupe les dirigeant vers les buts établis d'un commun accord.

SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris sans la recommandation.)

CE QU'EST L'ANARCHISME

LEG : Vers un monde libertaire : 15 fr. (25 fr.). — S. PARANE : Les Anarchistes et la Technique, 20 fr. (30 fr.). — F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son idéal, sa Philosophie, 30 francs (40 fr.). — R. ROCHER : De l'autre rive, 3 fr. (8 fr.). — Y. FOUYER : 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBEDETTE : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — T. L. : La Liberté, 12 fr. (22 fr.). — IGNO : L'Anarchie, 20 fr. (30 fr.). — G. LÉVAL : L'Anarchie, 20 fr. (30 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie, 15 fr. (25 fr.). — A. MOU : Le Paysan, 10 fr. (20 fr.). — L. MICHEL : Prise de Possession, 30 fr. (40 fr.). — MALATESTA : Europe Paysanne, 15 fr. (25 fr.). — ERNESTAN : Tu es Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — P.-J. PROUDON : Du principe fédératif, 300 fr. (230 fr.). — P. GILLES : L'Intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.).

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 francs (530 fr.). — M. BAKOUNINE : Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — Organisation de l'Internationale, 10 fr. (15 fr.). — P. GILLES : La Grande Mécanique, 150 fr. (180 fr.). — S. FAURE : Mon Communisme, 260 fr. (290 fr.). — Les 12 propos subversifs, 280 fr. (310 fr.). — G. LÉVAL : L'Indispensable Révolution, 150 fr. (180 fr.). — ERNESTAN : B.-P. HEPTNER : Bakounine et le panslavisme Révolutionnaire, 600 fr. (645 fr.).

CRITIQUES SOCIALES

E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — PRADAS : La Crise du Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Révolution y el estado (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Contre-Révolution Etatisée, 15 fr. (20 fr.). — R. LUXEMBOURG : Réforme et Révolution, 90 fr. (105 fr.). — M. YVON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60 fr. (70 fr.). — V. SERGE : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — R. LOUZON : L'ère de l'impérialisme, 30 fr. (35 fr.). — M. COLLINET : La Tragedie du Marxisme, 380 fr. (410 fr.). — C.A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité, 120 fr. (135 fr.). — P.-L. TOMORI : Qui succèdera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — E. de la BOUTE : Discours de la servitude volontaire, 300 fr. (330 fr.). — G. LÉVAL : Le Communisme, 40 fr. (55 fr.). — DWIGHT MACDONALD : Partir de l'homme, 150 fr. (180 fr.). — A. CILIGA : Lénine et la Révolution, 40 fr. (50 fr.). — KARL MARX : Le Manifeste

SYSTEMES TOTALITAIRES

A. KOESTLER : Le Zéro et l'Infini, 300 fr. (330 fr.). — Le Yogi et le commissaire, 240 fr. (270 fr.). — E. KOON : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — M. CEYRAT : La Trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F. A. C. B. : Les Bulgares parlent — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français, 480 fr. (550 fr.). — M. RUBER : NEIMANN : Déportés en Sibirie, 285 fr. (325 fr.). — V. SERGE : L'Affaire Toulouze, 380 fr. (425 fr.). — S.H. : Minuit dans le siècle, 130 fr. (150 fr.). — Mémoire d'un Révolutionnaire, 600 fr. (645 fr.). — GUY VINATREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 fr.). — J. MARGOLINE : La Condition humaine, 320 fr. (375 fr.). — Marc DVORJETSKI : Ghetto à l'Est, 375 fr. (405 fr.). — A. CILIGA : Au pays du mensonge déconcertant, 300 fr. (330 fr.). — Sibirie, terre de Peix et de l'industrialisation, 360 francs (405 fr.).

HISTOIRE

A. SERGENT : Les Anarchistes, 550 (580 fr.). — LISAAGARY : Histoire de la Commune, 400 francs (445 francs). — J. DELUCES : Le 3^e Reich, 830 francs (900 francs). — DOLLEANS : Histoire du Mouvement ouvrier (tome I 1838-1917), 450 fr. (495 fr.). — (tome II 1871-1939), 450 fr. (495 fr.). — ALEXANDRE : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr. (240 fr.). — F. BOUQUER : La Vie Héroïque de Rosa Luxembourg, 40 fr. (50 fr.). — DOMMAN : GET : Jacques Roux, le curé Rouge, 100 fr. (130 fr.). — SYLVAIN MARCHEL, 600 fr. (645 fr.). — Ida Mett : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (130 fr.). — A. LORULOT : Les crimes de la Colonisation, 35 fr. (45 fr.). — A. KOESTLER : Analyse d'un miracle, 600 fr. (645 fr.). — André et Doré PRUD'HOMEAUX : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.). — Léon TROTSKY : Histoire de la Révolution Russe, Tome I, 600 fr. (670 fr.). — (Tome II), 900 fr. (970 fr.). — Staline, 600 fr. (607 fr.). — J.-J. BRIEUX : La Chine, 540 fr. (585 fr.). — FIBOR MENDE : L'Inde, devant l'Europe, 330 fr. (435 fr.). — P. et R. GOSSET : 2^e guerre, 600 fr. (645 fr.). — B. D. WOLFE : La Jeunesse de Lénine, 390 fr. (420 fr.). — Lénine et Trotsky, 540 fr. (570 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à R. LUSTRE 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C.C.P. 8033-34. — Paris.

« L'AGE DU CINEMA »

présente, pour novembre, un numéro spécial surréaliste. En vente : 200 francs. Num antérieurs disponibles : 100 fr.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2^e. P. ROCHON, imprimeur.

LE MAQUIS des salaires

DANS Le Libertaire n° 286 du 26 octobre 1951, notre article intitulé « Les conditions du combat » faisait appel aux travailleurs syndiqués pour qu'ils exigent plus de clarté dans la question des salaires. Nous pensions et nous pensons toujours que l'unité ouvrière sera un vain mot tant que les travailleurs ne sauront point ce qu'ils gagnent les uns et les autres, tant qu'ils ne seront pas informés mutuellement sur leurs salaires, sur leurs statuts particuliers, sur leurs retraites, sur leurs congés payés, sur leurs régimes de sécurité sociale, etc... Il faut que le mineur sache exactement ce que gagne son camarade métallurgiste, ou son camarade des cuis et peaux. Il faut que l'employé de commerce sache ce que gagne son camarade de la fonction publique, son camarade cheminot ou son camarade de la marine marchande. Il faut que l'ouvrier agricole sache ce que gagne son camarade de l'industrie. Et il appartient aux syndicats de fournir de telles informations. Si, par exemple, l'ouvrier du livre touche un dessous de table qui ne figure pas dans sa feuille de paie, il faut que son camarade cheminot le sache ou bien son camarade docker. En un mot, il faut que la clarté règne et non point le camouflage. Quand ces exigences seront satisfaites, les conditions matérielles de l'unité seront remplies et l'unité consistera pour chaque travailleur à aider le travailleur d'une profession moins favorisée ou à rattraper une profession plus en avant. Nous pourrions parler de solidarité ouvrière, de combats et de victoires, nous pourrions en somme parler syndicalisme.

C'est donc avec satisfaction que nous avons pu lire dans « Force Ouvrière » du 15 novembre, un article de Bothureau sur le « Complexe des salaires » dont nous rapportons ici quelques passages essentiels :

« Le problème des salaires, écrit Bothureau, même isolé de celui des prix et considéré seulement dans la répartition qui est faite de la masse salariale, est à lui seul un énorme complexe, dans les formes multiples que le salaire revêt aujourd'hui : salaires directs, salaires indirects, salaires affectés, salaires différenciés, statuts multiples des catégories professionnelles ; sans oublier les écarts de zones et les éventuels hiérarchiques. Encore faut-il considérer les différents états introduits par la législation dans les modes de fixation des salaires et qui font que ne sont pas régis de même façon les salaires interprofessionnels garantis et les salaires réels.

« Il n'en reste pas moins que la ventilation des salaires à l'intérieur de la masse salariale ne peut être considérée comme définitive dans son état actuel. Il est évident que c'est aux organisations syndicales, examinant en leur sein ce problème, d'arrêter leurs propres conceptions. Il n'est pas de leur intérêt et il n'est pas dans la logique que la répartition entre salariés échappe à leurs vues et à leur contrôle. Il est, sans quoi, bien trop facile aux dispensateurs de cette manne d'en jouer pour opposer les unes aux autres les diverses catégories de salariés... »

Bothureau estime ensuite que cette question des salaires doit être serrée de près car : « la complexité même du système salarial, l'évolution des événements nous poussent dans cette voie. Sans doute ne sera-ce pas facile à résoudre, sans doute un modus vivendi sera délicat à établir qui suppose un accord librement conclu entre des intérêts divergents. Mais peut-on se mettre la tête sous l'aile et nier l'évidence ? Ou bien attendre que d'autres, qui ne sont pas du monde des salariés, jugent et tranchent à notre place ? »

Dans la fin de son article, Bothureau fait preuve de lucidité et écrit : « Si d'ailleurs j'évoque cela (le problème des salaires), ce n'est pas tant en raison de la proximité du C.C.N. qu'en raison de ce que nous avons nettement senti dans les débats du Conseil économique à propos de l'échelle mobile.

« Certes, bien que battus dans nos propositions, nous avons marqué un point. Les adversaires de notre thèse n'ont pu nier que l'échelle mobile soit un moyen auquel il peut être fait recours. Mais ils ont pu jouer de certaines confusions entre intérêts des catégories salariales pour en écarter pratiquement l'idée de son application au minimum garanti. Nous serions des sots si cette expérience ne nous servait de leçon. »

Nul doute là-dessus, la tâche de clarification ne se fera pas en un jour, mais elle est nécessaire pour combattre efficacement le patronat. Des camarades ouvriers croient sauvegarder leurs intérêts en jouant aux maquisards en ce qui concerne leurs salaires, ces camarades commettent la plus lourde erreur sur le plan syndical car le syndicat ne saurait s'accommoder du « débrouillage » particulier sous peine de perdre sa raison d'être. Toutefois, et il faut le dire, ce sont surtout les dirigeants syndicaux (y compris Bothureau) qui sont les grands responsables de l'état actuel des choses. Après les mots, Bothureau, nous attendons des actes.

LES MENACES contre la Sécurité Sociale CONTINUENT...

LE 28 juin 1954, la loi créait des sociétés de secours minières pour couvrir le risque maladie, l'assurance vieillesse, la gratuité des soins médicaux et produits pharmaceutiques. Après cinq années de luttes contre la misère et les risques de la mine, les gueules noires se trouvaient ainsi, en 1954, officiellement à l'origine d'une conquête importante : la Sécurité sociale.

Par décret du 3 octobre 1954, le ministre Louvel instaurant le ticket modérateur participation de 45 % sur le montant des frais s'attaquant directement à la gratuité des produits pharmaceutiques légalement reconnue depuis 57 ans ! Seule la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais ramène le ministre à plus de raison. Le pionnier de la Sécurité sociale, une fois de plus, ont gain de cause et Louvel, le 16 novembre, met les pouces et remanie son décret imbécile.

Les mineurs, qui versent 10 % de leurs salaires en cotisations, alors que les autres travailleurs versent 6 %, sont, avec juste raison, que l'estiment, le trou de 56 milliards des caisses de Sécurité sociale. Et c'est vrai, les 56 milliards manquants peuvent être trouvés ailleurs que dans la poche des salariés. Les travailleurs savent que 100 milliards de cotisations sont dus par les patrons et 30 milliards par l'Etat. Ils savent aussi que l'allocation temporaire aux vieux, les prestations aux étudiants, le financement partiel du régime agricole, l'entretien et l'équipement des hôpitaux, etc., etc., etc., devraient figurer aux budgets de l'Etat et des collectivités locales, trouvent leurs ressources dans les caisses de la Sécurité sociale alimentées par les salariés. Sachant tout cela, les travailleurs qui cotisent pensent que les prestations pourraient être contre-équilibrées et couvrir tous les risques.

Le gouvernement, au contraire, partisan de la politique d'austérité pour tout ce qui concerne les exploités, songe à réduire la masse des prestations tout en augmentant le taux des cotisations. Le mauvais coup de Louvel contre les mineurs présage d'autres mauvais coups dirigés, cette fois, contre l'ensemble des travailleurs. N'est-il pas déjà question de procéder, au moyen de décrets-lois semblables à celui du 3 octobre dernier, et de supprimer le remboursement des frais et prestations journalières pour les maladies entraînant un arrêt de travail inférieur à quinze jours ? C'est ce qu'on appelle, en haut lieu, réorganisation de la Sécurité sociale !

Mais cela n'est pas pour nous surprendre. Les menaces contre la Sécurité sociale dureront, sous une forme ou sous une autre, tant que la gestion des caisses ne sera pas entre les mains des travailleurs. Car ce n'est pas un hasard si la Sécurité sociale des mineurs est remise en question par le gouvernement. Ce n'est pas un hasard si la Sécurité sociale minière instaurée en 1947 et placée sous le contrôle de l'Etat, est finalement en difficulté alors qu'elle

Dans le Midi

Contrairement à ce que nous annonçons au sujet de la grève du Livre, à Marseille, il ressort que le journal « La Marseillaise » a été autorisé par le Syndicat du Livre à continuer sa parution. Le journal ayant donné immédiatement satisfaction à son personnel, il est normal que son impression ait lieu à Nice, la police sur ordre du Préfet, occupant ses locaux à Marseille. (Corresp.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

A la Commission Supérieure
des Conventions Collectives

La misère reste à la porte !

DEPUIS un certain temps, les feuilles syndicales faisaient grand bruit autour de la convocation d'une réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives. On allait voir ce qu'on allait voir...

Or, le 21 novembre, à 15 heures, la commission en question s'est réunie au Ministère du Travail. Depuis, silence complet des spécialistes de la « chose » syndicale. Que s'est-il passé ?

« Le Peuple », organe officiel de la C.G.T., n'apprend là-dessus pas grand chose à ses lecteurs. On y lit ceci :

De nombreuses délégations de travailleurs se sont succédé place Fontenoy, dans les locaux du Ministère, pour réclamer un nouveau salaire minimum garanti et l'échelle mobile.

Lors de cette première réunion, par 18 voix contre 15, toutes les organisations syndicales ont demandé que soit rapidement mis en discussion le calcul du nouveau salaire minimum garanti. La date du 1^{er} décembre aurait été fixée.

C'est tout !

Tout va donc très bien. N'est-ce pas ? Les porte-parole du peuple confrontent leurs opinions (?) après avoir souligné toute l'importance de la confrontation. Le gouvernement, par la voie de ses représentants les plus qualifiés, péore sur la justice et la liberté. Résultat ? Le pauvre ouvrier est le travailleur du bas de l'échelle hiérarchique reste à la porte, oublié de tout ce beau monde de gens affairés !

Qui se soucie encore du salaire de base ? Qui parle encore d'échelle mobile ? Qui, aujourd'hui, peut encore prétendre que la solution réside dans les pourparlers des « sommets » syndicaux et gouvernementaux ? Toujours les mêmes !

Mais c'est à la base qu'il appartient d'exiger un peu plus d'attention de la part des « responsables » ! Le temps est passé où l'on pouvait espérer quelque chose des conversations entre féodaux du monde du travail et seigneurs du monde politique !

Les 28.000 francs d'un nouveau minimum vital garanti ? L'action directe peut les arracher. ET VITE !

C. LERINS.

Union Nationale ou Unité Ouvrière

L'UNION nationale, le regroupement de tous les « honnêtes gens » sous les plus du drapeau français, l'avènement de la « nation unanime », toutes les explosions patriotiques ont un sens commun : il s'agit de la réconciliation entre les exploités et les exploités, entre les mercantis, les curés, les bourgeois et les travailleurs.

Le mot d'ordre d'Union nationale reparait périodiquement lorsque se prépare une mobilisation « de la nation » au profit de la guerre, des capitalistes, des politiciens véreux. Les « adversaires » farouches de la veille se muent en frères partenaires au sein d'une Union sacrée. Cela s'est vu en 1914, et en 1939 tous les partis ont recommencé l'éternelle comédie. Or, en 1951, voilà que certains veulent « remettre cela » !

De Gaulle rassemble « le peuple » sous la houlette des patrons et des curés. Chrétiens et socialistes s'emploient, en compagnie des radicaux, à « souder l'union des forces saines de la nation » : il s'agit encore d'attirer les travailleurs dans l'impasse. Le P.C.F., de son côté, tente de battre tous les records et bat rageusement le rappel patriotique : contre les méchants étrangers, unissons-nous avec nos patrons honnêtes, nos curés conscients, nos politiciens à gages « pas-stalinien-mais... ». Le slogan du gouvernement d'union nationale reprend du service au bénéfice du parti « prolétarien » !

« Action », organe du mouvement stalinien de la paix, est, entre autres journaux, en plein dans la ligne. Nos camarades adhérents au P.C.F. feraient bien de lire attentivement cet échantillon hebdomadaire de la presse démocratique. Le dernier numéro, daté du 21 novembre, est vraiment édifiant à cet égard :

Une déclaration de « M. Paul Panhard », « le constructeur d'automobiles bien connu », s'étale sur quatre colonnes. Le Panhard s'y livre à une publicité gratuite et éhontée en faveur de « ses » productions. Il déclare notamment :

« La Société Panhard et Levassor a livré à ce jour au gouvernement polonais : — 220 tracteurs (pour semi-remorque 9 t. charge utile) ; — 30 châssis cabine 6 tonnes ; — 8 châssis cabine 6 tonnes courts pour benêts ; — 50 moteurs Panhard-Diesel de 100 CV ; — Plus le lot de pièces courantes pour leur entretien.

En outre, une commande de pièces détachées pour une valeur de 55 millions de francs est en cours d'exécution pour la construction d'un stock d'échange — réparations nécessitées par l'intensité — d'urgence nationale — du trafic.

La contrevaloir de ces commandes a pu, dans l'intérêt réciproque des deux parties, être effectuée en charbon et non en espèces, ce qui est évidemment

...Nos propres généraux (Suite de la première page)

Les travailleurs allemands, c'est manifeste, désapprouvent le réarmement allemand. Ils n'y consentent que forcés par leurs castes politiques et militaires. Et nous-mêmes, en France, ne laissons-nous pas faire nos Adenauer français et nos Speidel français ?

La lutte contre le réarmement allemand est l'affaire des travailleurs allemands et non pas celle des chauvins français. Le réarmement d'un pays est l'affaire du peuple. Ainsi, plus que des manifestations contre un homme d'Etat ou un autre, est-il nécessaire d'organiser une lutte solidaire entre tous les peuples contre leurs exploitateurs aux intérêts communs.

Les bourgeois français, ne doivent pas pouvoir compter sur les travailleurs de ce pays pour quelque « tâche » que ce soit !

DE GAULLE (Suite de la 1^{re} page) ne fera que favoriser la démagogie R.P.F. L'heure du R.P.F. n'est donc pas encore venue. Mais viendra-t-elle jamais ? Sans vouloir nous départir de notre vigilance, nous sommes amenés à penser que l'attentisme, s'il renforce la propagande du R.P.F. en lui donnant les avantages de l'opposition, peut nuire aussi à sa tension interne. Les militants, ses électeurs, peuvent se fatiguer à attendre trop longtemps. Enfin, le R.P.F. n'a pas su ou voulu acquiescer pleinement les caractères d'un parti totalitaire conquérant. Trop de ses élus, municipaux en particulier, sont des petits bourgeois assez timorés, et le R.P.F. vient encore d'accroître la représentation des parlementaires dans son Comité directeur. Son paternalisme, ses références au militarisme traditionnel, sa composition, son souci de s'appuyer sur les classes moyennes, sur les épiciers et les marchands de bouchons, font de lui un souvenir du boulangisme ou une mouture affaiblie du P.S.F. de La Roche, plutôt qu'un parti de style authentiquement fasciste. Pas de peur excessive donc. Pour l'instant, la réaction classique est un danger autrement pressant. Vigilance, sans plus.

La productivité

C'EST le mot à la mode. C'est le pont offert aux travailleurs entre la revendication de salaire et les prix élevés. Produisez plus, vous consommerez davantage est devenu l'argument-clé de nos gouvernants et de nos patrons.

Produire pour consommer est une évidence que les travailleurs n'ignorent pas, qu'ils n'ont jamais nié, qu'ils ont toujours mis en pratique. Néanmoins si nous admettons la nécessité d'une certaine productivité nous y mettons des conditions.

Nous savons aussi bien que vous, messieurs de la productivité, de quoi est issue une productivité. — La productivité est la faculté de produire dans un temps déterminé. — La productivité est fonction de quatre facteurs essentiels et variables. Ce sont en premier lieu l'action naturelle (élaboration de la matière première), 2^e l'action intellectuelle et musculaire de l'homme (étude, manutentions, façonnage), 3^e l'action mécanique (outils, ma-

chines), 4^e la rationalisation de ces différentes opérations. Ces quatre facteurs interviennent inévitablement dans la production moderne.

Où nous ne sommes plus d'accord avec nos interlocuteurs c'est quant à la manière de répartir ces facteurs dans la productivité. On nous demande d'augmenter la production en augmentant notre temps d'effort et en accélérant notre cadence. Nous répondons que non seulement nous n'avons aucune raison de le faire mais que cela est contraire à notre intérêt de travailleur. Que si nous avions un tel effort à fournir momentanément, ce ne serait pas dans le régime d'inégalité actuelle que nous le ferions.

Satisfaire à ces exigences signifierait nous épuiser physiquement, nous amoindrir en enrichissant ceux qui vivent de notre travail. A quoi nous servirait un pouvoir d'achat un peu plus élevé si nous n'avons ni le temps ni le goût d'en profiter.

Cela ne signifie pourtant pas que nous soyons contre une productivité qui nous permettrait cette fois non pas d'augmen-

ter nos heures de travail et notre cadence mais au contraire de diminuer l'un et de normaliser l'autre en nous offrant plus de confort et de sécurité.

Messieurs les gouvernants et patrons voici comment nous concevons la productivité :

Réintégration, dans la production usuelle, de tous les hommes travaillant pour la guerre.

Ajouté à cela la mise en application de tous les moyens techniques tenus à l'écart pour le bien du profit et une rationalisation ne tenant pas compte de certains intérêts particuliers et vous aurez à l'heure, au mois et à l'année la productivité décaplée dont vous nous rebattez les oreilles.

terait de nombreuses poursuites et saisies ; « 2^e Pas d'augmentation des impôts pour les petits et moyens contribuables. « A cela s'ajoutent les revendications de chaque catégorie de classes moyennes. C'est ainsi, par exemple, que les commerçants et artisans réclament : 1^{er} l'institution de la propriété commerciale intégrale ; 2^e l'accession des petites et moyennes entreprises à des formes appropriées de crédit à court et à moyen terme ; 3^e la suppression de ce qu'ils appellent « les circuits paracommerciaux » et l'égalité du produit de l'impôt ; 4^e le développement de l'activité économique et du pouvoir d'achat par l'institution de l'échelle mobile. »

La résolution du 8^e Congrès du P.C.F. (juin 1950) qui disait : « Battu par un mode de production rétrograde, la majeure partie des classes moyennes est condamnée à disparaître », ne figure pas, bien entendu, dans les Cahiers du Communiste de septembre 1951. Rétrogrades, en effet, les stalinien, sont dans la logique lorsqu'ils se font les champions de la cause des commerçants. Cette logique n'a rien de commun avec la cause ouvrière ni avec le communisme révolutionnaire.

...Nos propres généraux (Suite de la première page)

...Nos propres généraux (Suite de la première page)